

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Hôpitaux	Maisons de repos
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>catégorie 1). Les hôpitaux sont entendus par la loi du 10 juillet 2008 relative aux hôpitaux (article 2) comme les établissements de soins de santé où des examens et/ou des traitements spécifiques de médecine spécialisée, relevant de la médecine, de la chirurgie et éventuellement de l'obstétrique, peuvent être effectués ou appliqués à tout moment dans un contexte pluridisciplinaire, dans les conditions de soins et le cadre médical, médico-technique, paramédical et logistique requis et appropriés, pour ou à des patients qui y sont admis et peuvent y séjourner, parce que leur état de santé exige cet ensemble de soins afin de traiter ou de soulager la maladie, de rétablir ou d'améliorer l'état de santé ou de stabiliser les lésions dans les plus brefs délais. Ces hôpitaux remplissent une mission d'intérêt général.</p>	<p>service social / soins de santé et de longue durée => catégorie 2) a). C'est un établissement qui, quelle qu'en soit la dénomination, est destiné à l'hébergement d'ânés qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient, en fonction de leur dépendance, de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et de soins infirmiers ou paramédicaux (article 334, 2), a) du Code décréteil de l'Action sociale et de la Santé).</p>
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Arrêté ministériel (modèle type joint en annexe 1)</p>	<p>Arrêté ministériel (titre de fonctionnement type joint en annexe 2). Tout projet d'ouverture, d'extension ou de réouverture d'une maison de repos est soumis à l'obtention d'un accord de principe (sauf changement de gestionnaire au sein d'un même secteur moyennant exploitation sur le même site, transfert provisoire vers un autre site ou établissement à la suite de travaux ou motifs urgents, ou transfert entre sites de même arrondissement et de même gestionnaire). Après obtention de cet accord de principe, l'établissement devra ensuite introduire une demande de titre de fonctionnement et l'obtenir, en principe, dans un délai de 3 ans (AGW du 15 octobre 2009). C'est le ministre qui prend la décision d'octroi ou de refus du titre de fonctionnement.</p>
<p>Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>Premier agrément provisoire pour 6 mois + prorogation de l'agrément provisoire + agrément définitif (souvent pour <u>5 ans</u>) + prorogation de l'agrément définitif. Existence d'inspections ponctuelles afin de s'assurer que l'hôpital répond bien à toutes les normes d'agrément.</p>	<p>Le titre de fonctionnement est accordé pour une <u>durée indéterminée</u> mais le Service Public de Wallonie s'assure que les normes restent respectées en procédant, de manière périodique et impromptue, au contrôle et à l'inspection des établissements visés.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>	<p>Droits exclusifs.</p>	<p>Droits exclusifs. Le titre de fonctionnement est indispensable à l'exploitation d'une maison de repos. Lorsqu'il est constaté qu'un établissement pour personnes âgées est exploité sans disposer d'un titre de fonctionnement, une procédure de fermeture est initiée (article 26 AGW du 15 octobre 2009).</p>

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Hôpitaux	Maisons de repos
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Subvention pour investissement + le gouvernement wallon peut octroyer sa <u>garantie</u> aux emprunts contractés pour le financement de ces opérations.	Subvention pour investissement + le gouvernement peut octroyer sa <u>garantie</u> aux emprunts contractés pour le financement de ces opérations (articles 1504 à 1513 du Code réglementaire de l’Action sociale et de la Santé). <u>Référence légale</u> : Décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées tel que modifié les 20 novembre 2008 et 3 avril 2009. Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées (modifié le 12 février 2009).
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	Pour les marchés de travaux, la subvention est mise à disposition par tranches : - une première tranche de 30% du montant de la subvention dès qu’il a été passé commande des travaux et que ces derniers ont effectivement été entamés, ce qu’atteste le premier état d’avancement accompagné de la facture correspondante ; - la seconde de 30% est mise à disposition dès que le total des états d’avancements et factures présentés atteint le total de la première tranche ; - la troisième tranche de 30% est mise à disposition dès que le total des états d’avancements et factures présentés atteint le total des 2 premières tranches ; - le solde de la subvention est mise à la disposition du demandeur à l’approbation du compte final. Pour les marchés d’équipement et mobilier, la subvention est payée sur présentation des factures. <u>Référence légale</u> : Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux. En exécution de la Loi sur les hôpitaux, coordonnée le 10 juillet 2008.	Pour les marchés de travaux, la subvention est mise à disposition par tranches : - une première tranche de 30% du montant de la subvention dès qu’il a été passé commande des travaux et que ces derniers ont effectivement été entamés, ce qu’atteste le premier état d’avancement accompagné de la facture correspondante ; - la seconde de 30% est mise à disposition dès que le total des états d’avancements et factures présentés atteint le total de la première tranche ; - la troisième tranche de 30% est mise à disposition dès que le total des états d’avancements et factures présentés atteint le total des 2 premières tranches ; - le solde de la subvention est mise à la disposition du demandeur à l’approbation du compte final. Pour les marchés d’équipement et mobilier, la subvention est payée sur présentation des factures.
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales</u>	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011:</u> => Hôpitaux privés : 476.125,00 euros ; => Hôpital psychiatrique (Tournai) : 621.892,00 euros ; => Hôpitaux publics : 599.963,00 euros ; <u>Pour l'année 2012:</u> => Hôpitaux privés : 45.300,00 euros ; => Hôpital psychiatrique (Tournai) : 481.000,00 euros ; => Hôpitaux publics : 109.400,00 euros. <u>Pour l’année 2013 :</u> => Hôpitaux privés (ASBL) : 414.100,00 euros (2 bénéficiaires) ; => Hôpital psychiatrique de Tournai : 1.248.000,00 euros (1 bénéficiaire) ; => Hôpitaux publics : 209.925,00 euros (2 bénéficiaires). <u>Emprunts CRAC pour l'année 2013 :</u> => Hôpitaux publics : 4.586.850,00 euros (11 bénéficiaires) ; => Hôpitaux privés : 2.502.125,00 euros (6 bénéficiaires).	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011 :</u> => Maisons de repos privées : 358.775,00 euros ; => Maisons de repos publiques : 463.275,00 euros ; <u>Pour l'année 2012 :</u> => Maisons de repos privées : 1.419.075,00 euros ; => Maisons de repos publiques : 2.610.750,00 euros ; <u>Pour l’année 2013 :</u> => Maisons de repos privées : 143.750,00 euros (3 bénéficiaires) ; => Maisons de repos publiques : 489.450,00 euros (8 bénéficiaires). <u>Emprunts CRAC pour l'année 2013 :</u> => Maisons de repos privées : 19.358.050,00 euros (6 bénéficiaires) ; => Maisons de repos publiques : 41.440.935 euros (13 bénéficiaires).
Autres informations quantitatives	Plus ou moins 40 hôpitaux sont agréés en Région wallonne.	

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Crèches	Associations de santé intégrée
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.	Service social / garde d'enfants => catégorie 2) b)	service social/soins de santé et de longue durée => 2) a). C'est une association pratiquant la dispensation par une équipe de premier recours, pluridisciplinaire en matière médico-psycho-sociale, ci-après dénommée "l'équipe", de soins octroyés dans une approche globale, tant organique que psychologique et sociale, considérant le malade comme un sujet ayant une histoire personnelle et s'intégrant dans un environnement familial, professionnel et socio-économique, de soins intégrés octroyés en incluant la prévention qui peut être réalisée, soit lors de contacts individuels, soit lors des actions menées vis-à-vis d'une population définie, de soins continus octroyés en assurant la synthèse, la maîtrise et le suivi de l'information relative à l'ensemble des problèmes de santé vécus par le patient tout au long de sa prise en charge, à quelque niveau que ce soit (article 419,1° du Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).
Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	La DGO5 ne gère pas l'agrément des crèches, mais uniquement les demandes de subvention introduites par une entité gestionnaire d'une crèche.	Arrêté ministériel (joint en annexe3).
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	////	Les agréments sont accordés pour une durée indéterminée. Par dérogation, lorsque les médecins généralistes de l'association n'y exercent pas leur activité à titre principal et qu'il s'agit d'une nouvelle association de santé intégrée, un agrément provisoire dont la durée ne peut excéder trois ans, est accordé pour autant que l'association de santé intégrée respecte les autres conditions d'agrément. Au terme de la période d'agrément provisoire, sans décision contraire, l'association de santé intégrée est réputée agréée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	////	Non. L'agrément peut être retiré à l'association qui ne remplit plus les conditions requises ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent. Le Gouvernement détermine la procédure de retrait de l'agrément (article 432 Code décretal).

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Crèches</u>	<u>Associations de santé intégrée</u>
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	<u>Subventions pour investissement.</u> <u>Référence légale</u> : Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 08 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles.	<u>Subvention.</u> La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives : - au personnel salarié ; - aux professionnels indépendants ; - au fonctionnement. Pour l'établir, un formulaire collecte les données utiles au calcul de la subvention ; il est renvoyé à l'administration au plus tard le 1er mars de chaque année. <u>Références légales</u> : - Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé, articles 419 à 433; - AGW du 27 mai 2009 portant application du décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée.
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.		La subvention est liquidée à raison d'une avance de quatre-vingt pour cent au plus tard dans le mois qui suit la signature de l'arrêté d'octroi de subvention. La liquidation du solde s'effectue après contrôle du dossier justificatif. Certaines Associations de santé intégrée pratiquent le paiement dit "à l'acte", d'autres, le paiement au forfait.
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales</u>	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011:</u> => Crèches privées : 171.050,00 euros ; => Crèches publiques : 1.112.650,00 euros ; <u>Pour l'année 2012 :</u> => Crèches privées : 166.275,00 euros ; => Crèches publiques : 976.475,00 euros ; <u>Pour l'année 2013:</u> => crèches privées : 409.600,00 euros (3 bénéficiaires) ; => crèches publiques : 21. 175,00 euros (2 bénéficiaires). <u>Pas d'emprunts CRAC pour l'année 2013</u>	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011 :</u> 2 308 465, 41 euros. <u>Pour l'année 2012:</u> =>2 584 112,62 euros. <u>Pour l'année 2013 :</u> => 2.696.441,84 euros pour le privé ; => 40.647,55 euros pour le public.
Autres informations quantitatives	////	Plus ou moins 48 Associations de santé intégrée agréées par le SPW.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Services en santé mentale	Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>Service social / soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e).</p> <p>Un service de santé mentale est une structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire, répond aux difficultés psychiques ou psychologiques de la population du territoire qu'il dessert.</p> <p>Il remplit les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accueil de la demande relative aux difficultés psychiques ou psychologiques; - l'organisation d'une réponse, selon les ressources disponibles et les particularités de la demande, en posant un diagnostic et en instaurant un traitement, selon les situations psychiatrique, psychothérapeutique ou psychosociale; - l'organisation accessoirement des activités au bénéfice d'autres professionnels en vue d'améliorer la qualité de leurs prestations, sous la forme d'information, de supervision ou de formation, et la réalisation d'expertises, liées à leurs activités de dispensation des soins. <p>Le service de santé mentale agréé peut, en outre, développer une ou plusieurs initiatives spécifiques à destination d'une population déterminée ou développant une approche méthodologique particulière.</p> <p>Il peut aussi créer un club thérapeutique constitué d'un lieu d'accueil et d'activités ayant pour objectif de permettre à des usagers souffrant de troubles psychiatriques ou psychologiques sévères ou chroniques, de se stabiliser au fil</p>	<p>Service social / Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e).</p> <p>En sus de l'accueil et de l'information, le service exerce de manière spécifique et en faveur des bénéficiaires au moins une des missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° l'accompagnement psychosocial; 2° la prise en charge psychothérapeutique et médicale; 3° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière; 4° la réduction des risques. <p>Ces missions s'exercent dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire.</p> <p>La concertation pluridisciplinaire vise à évaluer les besoins du bénéficiaire, leur évolution, les ressources disponibles au sein du service, dans le réseau ou en dehors de celui-ci pour apporter la réponse la plus adéquate.</p> <p>Elle est exercée à la fois dans le cadre du service et des relations au sein du réseau.</p> <p>Elle fait l'objet d'un accord de la part du bénéficiaire, de préférence sous forme écrite et révocable à tout moment.</p> <p>Le service assure sous la forme d'une mission accessoire et à la demande, la supervision et l'intervention du personnel d'institutions appartenant au réseau, lorsqu'il existe (article 641, paragraphe 1er du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).</p>
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Arrêté ministériel (joint en annexe4).</p>	<p>Arrêté ministériel (joint en annexe 5).</p>
<p>Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>Les agréments sont accordés pour une <u>durée indéterminée</u>.</p>	<p>Agrément accordé à durée indéterminée.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>	<p>Non.</p> <p>Le Gouvernement précise les procédures de suspension et de retrait de l'agrément (article 615 du Code décretaal).</p>	<p>Non. Par contre, en cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait d'agrément.</p> <p>La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions.</p> <p>L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que délibérément le pouvoir organisateur n'a pas mis en œuvre le plan d'action alors qu'il s'y était engagé ou que, dans le cadre de l'application du plan d'action, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent chapitre (article 669 du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).</p> <p>À tout moment, l'agrément de tout ou partie des activités menées par un service peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent chapitre ou des dispositions fixées en application de celui-ci (article</p>

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Services en santé mentale	Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	<u>Subvention</u> . La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives : - les dépenses de personnel; - les frais de fonctionnement; - l'indemnité destinée à la direction administrative; - le forfait pour la fonction de liaison. <u>Références légales</u> : - articles 1809 à 1820 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé; - Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé, articles 539 à 617; - AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.	Une <u>subvention</u> est octroyée dans les limites des disponibilités budgétaires. La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives : - au personnel salarié ; - aux professionnels indépendants ; - au fonctionnement. Le service agréé bénéficie de l'octroi de subventions pour la zone de soins dans laquelle il exerce son activité à titre principal. <u>Références légales</u> : - Articles 1880 à 1885 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé; - Articles 641 à 674 du Code décretaal; - AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations .	Avances trimestrielles destinées à couvrir les charges de personnel et les frais de fonctionnement. Versement du solde sur présentation des rapports d'activité et des pièces justificatives de l'exercice concerné. Le service de santé mentale agréé, qui n'a pas transmis aux Services du Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 31 mars au plus tard, ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises (article 610, paragraphe 3 du Code décretaal). Un maximum de 10 euros indexé (aujourd'hui, on est à 10,82 euros) est demandé aux personnes qui font appel aux services en santé mentale pour les prestations non médicales. La gratuité en fonction des revenus des personnes concernées peut être obtenu. Pour ce qui est médical (appel à un psychiatre par exemple), rien n'est prévu au niveau de la réglementation.	Les subventions sont liquidées à concurrence de: 1° une avance de 80 %, au plus tard, le 1er mars de l'exercice pour lequel elles sont attribuées; 2° le solde, à l'issue du contrôle de l'utilisation de la subvention, lors de l'exercice suivant. L'examen de la justification de l'utilisation de la subvention ne suspend pas le versement de l'avance suivante, sauf lorsque le réseau ou le service n'a pas remis les documents y afférents selon les procédures ou dans les délais définis par le Gouvernement (article 664 Code décretaal).
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales</u>	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011</u> : => 18.525.000,00 euros pour les SSM privées (ab 33,05) ; => 9.779.000,00 euros pour les SSM publiques (ab 43,02). <u>Pour l'année 2012</u> : => 19.586.000,00 euros pour le privé (ab 33,05) ; => 10.374.000,00 euros pour le public (ab 43,02). <u>Pour l'année 2013</u> : => 20.500.000,00 euros pour le privé ; => 10.778.000,00 euros pour le public.	<u>Crédits engagements</u> (un article de base => 33.12). <u>Pour l'année 2011</u> : => 1.080.973,04 euros ; <u>Pour l'année 2012</u> : => 1.225.675,79 euros; <u>Pour l'année 2013</u> : => 1.691.813,68 euros pour l'article 33.12 (privé) ; => 111.946,16 euros pour l'article 43.01 (public).
Autres informations quantitatives	<u>Nombre de services</u> : 65 services en santé mentale sont agréés par le SPW.	

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Services d'aide aux familles et aux personnes âgées	Espaces-rencontres
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>Service social / Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e) ; Les services interviennent à domicile afin de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide à la vie quotidienne des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté, en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de stimuler la personne aidée afin de maintenir au maximum son autonomie (article 220, paragraphe 1er du Code décretal).</p>	<p>Service social / soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e) ; Les services " Espaces-Rencontres " ont pour missions : 1° de permettre au parent avec lequel l'enfant ne vit pas un exercice normal de son droit aux relations personnelles lorsque ce droit a été interrompu ou lorsqu'il se déroule difficilement ou de manière conflictuelle; 2° de contribuer à créer ou à restaurer la relation entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas (article 167, paragraphe 1er Code décretal).</p>
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Arrêté ministériel (joint en annexe 6).</p>	<p>Arrêté ministériel d'agrément (joint en annexe7).</p>
<p>Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>A durée indéterminée.</p>	<p>A durée indéterminée.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>	<p>Non, décret "appellation". Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ceux qui font usage des termes "service agréé d'aide aux familles et aux aînés ", des termes "aide à la vie quotidienne" ou des termes "aide familiale" sans être titulaires d'un agrément en vertu du présent titre. Il en est de même de ceux qui se prévalent du statut ou de la qualité d'aide familiale sans être titulaires d'un certificat attestant du respect des conditions établies par ou en vertu du présent titre. (article 260 du Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).</p>	<p>Droits exclusifs. Droit de porter l'appellation « Service Espaces-rencontres » ; Toute personne qui organise ou dirige une association portant, sans être agréée, l'appellation " Espaces-Rencontres " est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 1.000 euros, ou d'une de ces peines seulement (article 182 Code décretal).</p>

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Services d'aide aux familles et aux personnes âgées	Espaces-rencontres
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au service des <u>subventions</u> couvrant en tout ou en partie : 1° les dépenses de personnel; 2° les frais de fonctionnement; 3° le temps de formation et de réunion; 4° les frais de transport. Un arrêté du GW est produit pour liquider l'avance et ensuite, le GW décide d'appliquer ou non tout le budget. La subvention est octroyée chaque année. <u>Référence légale</u> : Articles 320 à 364 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé.	Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux services « Espaces-Rencontres » agréés des subventions couvrant: •des dépenses de personnel; •des frais de fonctionnement. Les subventions de fonctionnement et de frais de personnel sont versées en quatre avances trimestrielles de vingt-deux et demi pour cent. Le solde est liquidé avant le 1er octobre de l'année suivante, sur présentation des justificatifs des dépenses. Référence légale : articles 257 à 290 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé.
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	C'est un forfait. Les Services d'Aide aux familles et aux Aînés utilisent tout l'argent qui leur est octroyé et donc, il n'y a pas de remboursement.	Les services " Espaces-Rencontres " subventionnés en application de l'article 177 doivent : 1° communiquer annuellement à l'administration les informations suivantes portant sur l'exercice écoulé : - avant le 30 avril, les pièces justificatives des salaires des personnes admissibles aux subventions et les preuves de paiement des charges patronales, ainsi que les pièces justificatives des frais de fonctionnement; - avant le 30 juin, la comptabilité tenue conformément aux dispositions légales qui leur sont applicables; 2° communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné (article 178 du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé). Les espaces-rencontres peuvent demander 12 euros par dossier et par an au maximum (exigé par la réglementation) mais la plupart des espaces rencontres pratiquent la gratuité.
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales</u>	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011 :</u> => Public : 39 748 000 euros ; => Privé : 116 909 000 euros. <u>Pour l'année 2012 :</u> => Public : 40 235 000 euros ; => Privé : 127 521 844 , 44 euros. <u>Pour l'année 2013 :</u> => Public : 40 750 000 euros ; => Privé : 131 979 000 euros.	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011 :</u> => 2.273.297,34 euros (Subvention organique). <u>Pour l'année 2012 :</u> => 2.232.576,85 euros en tant que subvention organique => 88.573,75 euros pour les accords non-marchand = 2.321.150,60 euros <u>Pour l'année 2013 :</u> => 2.408.817,10 euros en tant que subvention organique => 90.579,30 euros pour les accords non-marchands = 2.499.396,40 euros
Autres informations quantitatives	<u>Nombre de SAD</u> : 32 services privés et 57 publics. Taille des services : entre 3 équivalents temps plein et 7000.	<u>Nombre d'espaces-rencontres</u> : 12 espaces-rencontres.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Centres de planning et de consultation familiale et conjugale</u>	<u>Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial.</u>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.	Service social / soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e) ; Le centre a pour mission de : 1° organiser des consultations psychologique, sociale, médicale et juridique; 2° préparer les jeunes à la vie affective et sexuelle; 3° informer les personnes et groupes sur tout ce qui concerne la contraception, la grossesse désirée ou non, l'interruption volontaire de grossesse, les maladies sexuellement transmissibles et tout aspect de la vie sexuelle et affective; 4° aider les personnes dans les problèmes d'infertilité, de contraception et dans tout autre aspect de leur vie sexuelle et affective; 5° aider les femmes enceintes en difficultés; 6° porter à la connaissance du public les notions de droit familial; 7° assurer l'éducation et l'information des adultes et des jeunes dans le domaine de la vie relationnelle, affective et de la parenté responsable. Le centre peut développer des activités dans des domaines spécialisés notamment dans la pratique de l'interruption volontaire de grossesse réalisée dans le respect de l'article 350 du Code pénal et dans le cadre de la consultation conjugale et de la médiation familiale. Le centre organise des animations liées aux missions énoncées ci-avant.	Service sociaux: l'inclusion sociale des groupes (2); e)) vulnérables. Mission: accueil et hébergement aux personnes en difficultés sociales limitée dans le temps et accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie (art. 67,68 et 70 du Code décretaal de l'Action sociale et de la santé).
Décrire les formes (habituelles) de mandat . Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Arrêté ministériel (joint en annexe 8).	Arrêté ministériel portant agrément (joint en annexe 9)
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	A durée indéterminée.	A durée indeterminée
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	<u>Droit exclusif.</u> Celui qui organise ou dirige un centre portant, sans être agréé, l'appellation "centre de planning et de consultation familiale et conjugale ", "centre de planning familial" ou "centre d'accompagnement conjugal et familial" est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 25 à 75 euros ou d'une de ces peines seulement (article 217 du Code décretaal).	<u>Droit exclusif.</u> Ne peuvent être exploitées sans un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement délivré par le Gouvernement : 1° toute maison d'accueil; 2° toute maison de vie communautaire; 3° toute maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de plus de trois personnes en difficultés sociales. Les exploitants des maisons d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de moins de quatre personnes en difficultés sociales peuvent demander un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement (art. 71 Code décretaal).

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Centres de planning et de consultation familiale et conjugale	Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial.
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	L'agrément est automatiquement lié à l'obtention, sous certaines conditions, de <u>subventions</u> couvrant les dépenses relatives : •au personnel salarié ; •aux professionnels indépendants ; •au fonctionnement. <u>Référence légale</u> : Articles 291 à 319 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé et articles.	Subventions destinées principalement à couvrir les frais de personnel. Frais de fonctionnement (art. 109 Code réglementaire).
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	Les subventions sont versées en quatre avances trimestrielles de vingt-deux et demi pour cent pour les subventions de fonctionnement et les subventions destinées aux prestations des professionnels indépendants et de vingt pour cent pour les subventions destinées au personnel salarié. Pour la liquidation du solde, les documents justificatifs des dépenses doivent parvenir à l'administration le 30 avril au plus tard de l'année qui suit celle pour laquelle la subvention a été octroyée. Contribution financière de la part des personnes qui font appel aux centres de planning et de consultation familiale : Un tarif maximum de 20,14 euros est établi pour chaque consultation (peu importe la durée de la consultation). Il existe une possibilité d'adapter ce montant en fonction des revenus des personnes concernées.	Demande de subvention est introduite en même temps que la demande d'agrément (art.113 Code réglementaire walon de l'Action sociale et de la santé). Quatre avances trimestrielles égales à 22,5% de la subvention. La participation financière du bénéficiaire couvre le gîte et le couvert. La participation financière au gîte ne peut être journalièrement inférieure à 6€ par personne et dépasser 4/10 des ressources de l'hébergé. La participation financière au gîte et au couvert ne peut être journalièrement inférieure à 10€ par personne.(art. 125 à 128 Code réglementaire) Le solde de l'année écoulée est liquidée après vérification des pièces justificatives (art. 114 Code réglementaire). Mécanisme de récupération si les dépenses ne sont pas justifiées.
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales</u>	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011</u> : 11.009.000 euros ; <u>Pour l'année 2012</u> : 11.466.000 euros ; <u>Pour l'année 2013</u> : 12.108.000 euros.	20 710 000 € (2011) 23 185 000 € (2012) 23 830 000 € (2013)
Autres informations quantitatives	<u>Nombre de centres de planning</u> : 70 centres de planning et 8 antennes.	8783 bénéficiaires et 588 108 nuitées par an. 54 maisons d'accueil 2 Maisons de vie communautaire 2 Maisons d'hébergement de type familial

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Service d'interprétariat en milieu social</u>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.	Service sociaux: l'inclusion sociale des groupes (2); e)) vulnérables. Engagement, dans toutes les situations d'aide publique ou sociale nécessitant une bonne compréhension entre toutes les parties, à développer un service d'interprétariat en milieu social répondant à la demande des services de 1ère ligne afin de faciliter la communication entre les personnes parlant peu ou pas le français et les travailleurs sociaux. (Subvention facultative non réglementée, convention établie entre la région et l'association)
Décrire les formes (habituelles) de mandat . Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Convention pluriannuelle (joint en annexe 10)
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	Trois ans. Renouvellement possible moyennant avis favorable d'un Comité d'accompagnement après l'évaluation produite au terme de la période et avec l'accord du Gouvernement.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Non

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Service d'interprétariat en milieu social</u>
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Subventions couvrant les dépenses de fonctionnement et de personnel de l'association.
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Une avance de 70% du montant total de la subvention est liquidée dans un délai de deux mois de l'engagement de l'arrêté.</p> <p>Contribution des bénéficiaires:</p> <p>Interprétariat par déplacement : 9€/heure</p> <p>Interprétariat par téléphone : 6€ le 1er quart d’heure et 9€ pour tout quart d’heure supplémentaire entamé.</p> <p>Traduction écrite : 13€/page</p> <p>Séance collective d’information : 18€/heure (toute heure entamée est due)</p> <p>Le solde de la subvention est versé après réception des pièces justificatives.</p> <p>Mécanisme de récupération si les dépenses ne sont pas justifiées.</p>
Montant de l'aide octroyée	
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales</u>	220 000 € (2011) 220 000 € (2012) 230 809,58 € (2013)
Autres informations quantitatives	1 service d'interprétariat subventionné